

Convention collective

IDCC : 8912. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES,
RURAUX ET FORESTIERS
(LANGUEDOC-ROUSSILLON ET VAUCLUSE)
(25 mars 1996)**

(Etendue par arrêté du 12 novembre 1996,
Journal officiel du 20 novembre 1996)

AVENANT N° 15 DU 12 AOÛT 2008

NOR : *AGRS0997024M*

IDCC : 8912

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires de Languedoc-Roussillon ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires de Vaucluse,

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation de Languedoc-Roussillon et de Vaucluse (FGA) FO ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture de Languedoc-Roussillon et de Vaucluse CFTC ;

La fédération générale agroalimentaire de Languedoc-Roussillon CFDT ;

Le syndicat CGC de Languedoc-Roussillon ;

L'union départementale CGC de Vaucluse,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au chapitre VIII, « Retraite complémentaire et prévoyance », l'article 39 intitulé « Le régime de prévoyance et décès » est modifié comme suit :

« Quel que soit le type de son contrat de travail au regard de sa durée indéterminée ou déterminée, tout salarié relevant de la présente convention collective – sauf les cadres qui doivent être affiliés à la CPCEA – bénéficie du régime de prévoyance collectif défini ci-après, et dont la gestion est confiée à Agri-Prévoyance, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 8.

1. Incapacité de travail

En cas d'incapacité de travail pour maladie ou accident, le salarié, justifiant de 3 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise, bénéficie :

- à compter du 7^e jour d'arrêt de travail, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- à compter du premier jour d'arrêt de travail, en cas d'accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle,

d'une garantie incapacité de travail permettant le maintien de 90 % de son salaire brut pendant une durée maximale de 1 095 jours.

Cette garantie est financée par une cotisation à la charge exclusive de l'employeur.

Le taux de cette cotisation est maintenu à 0,75 % du salaire brut.

2. Garantie décès

En cas de décès du salarié (auquel est assimilée l'invalidité absolue et définitive justifiant l'assistance d'une tierce personne), il est versé un capital décès et le cas échéant une rente éducation pour orphelin calculés selon les modalités prévues par le règlement Agri-Prévoyance.

La cotisation finançant cette garantie est répartie à hauteur de 50 % à la charge de l'entreprise et 50 % à charge du salarié.

Le taux de cette cotisation s'élève globalement à 0,40 % du salaire brut.

3. Résiliation

Le régime de prévoyance et décès peut être dénoncé par lettre recommandée avec avis de réception avant le 1^{er} octobre de chaque année avec effet au 1^{er} janvier suivant.

4. Révision

Les conditions de mutualisation peuvent être révisées à la demande de l'une des parties. Cette révision doit intervenir au moins une fois tous les 5 ans.

Article 2

Il est créé au chapitre VIII un article 40 intitulé « Régime de prévoyance santé » rédigé comme suit :

« La prévoyance santé des salariés concernés par la présente convention a fait l'objet d'un accord collectif en date du 12 août 2008 qui figure à l'annexe II de la présente convention.

La convention liant les partenaires sociaux à l'organisme gestionnaire Agri-Prévoyance relative à cet accord collectif est présentée à l'annexe III de la convention. »

De ce fait, au chapitre IX « Hygiène et sécurité », l'article 40 ayant pour titre « Règles d'utilisation des produits phytosanitaires » devient l'article 41.

Article 3

Le présent avenant s'applique au 1^{er} janvier 2009.

Article 4

Les signataires demandent l'extension du présent avenant qui, conformément aux dispositions du code du travail, sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 12 août 2008.

(Suivent les signatures.)